

CONTRAT & PATRIMOINE

Dans ce numéro

Contrat et obligations | Responsabilité

Assurance

Banque - Crédit

CONTRAT ET OBLIGATIONS | RESPONSABILITÉ

Résiliation anticipée du contrat et caractérisation de la perte de chance

La Cour de cassation rappelle les règles relatives à la caractérisation et à la mesure de la perte de chance.

Une société civile immobilière (SCI) a entrepris un projet d'extension d'un ensemble commercial. Elle a souscrit une assurance dommages-ouvrage. Après avoir constaté différents désordres de construction, la SCI et l'exploitant ont assigné les constructeurs et l'assureur. La SCI et l'exploitant ont conclu avec une société gestionnaire un contrat de gestion du sinistre. La SCI résilie unilatéralement la convention de gestion de sinistre. La société gestionnaire assigne la SCI afin de voir constater la résiliation abusive de la convention de gestion de sinistre et d'obtenir réparation de son préjudice.

La cour d'appel a condamné la SCI à verser une indemnité équivalente à la rémunération que la société gestionnaire aurait perçu si la convention avait été poursuivie. Cette dernière prévoyait un honoraire de résultat sur la base de 50 % des sommes versées par les assureurs et les constructeurs au titre de la réparation intégrale des désordres matériels et immatériels.

Or, la Cour de cassation n'est pas de cet avis. Elle juge au visa de l'ancien article 1147 du code civil et du principe de la réparation intégrale que le préjudice résultant de la résiliation anticipée d'un contrat, lorsque celle-ci emporte la disparition d'une éventualité favorable à laquelle était subordonnée la perception par le co-contractant d'un honoraire de résultat, s'analyse en une perte de chance, qui, mesurée à la chance perdue, ne peut être égale à l'avantage qu'aurait procuré cette chance si elle s'était réalisée.

● Civ. 3^e,
11 sept. 2025,
n° 23-21.882

Auteur : Éditions Lefebvre Dalloz – Tous droits réservés.

ASSURANCE

Inopposabilité des exceptions à la victime d'un accident de la circulation et abus de droit

La nullité du contrat d'assurance automobile, pour fausse déclaration intentionnelle relative à l'identité du conducteur habituel est inopposable à la victime quand elle est à la fois le passager du véhicule et le souscripteur de l'assurance, auteur de la fausse déclaration. L'exception d'abus de droit ne s'applique pas au passager du véhicule souscripteur du contrat d'assurance, en sa qualité de tiers lésé.

À la suite d'un accident de la circulation impliquant deux véhicules, un des passagers a été blessé. La victime qui était passager du véhicule, était également le propriétaire du véhicule et le preneur d'assurance. Le conducteur a été déclaré coupable de blessures involontaires par le tribunal correctionnel et a déclaré le jugement opposable aux sociétés d'assurance ainsi qu'au fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages (FGAO). Sur les intérêts civils le tribunal a déclaré recevable l'exception de nullité du contrat présentée par la société d'assurance du premier véhicule, pour réticence ou fausse déclaration du souscripteur, mis hors de cause la société d'assurance du second véhicule et déclaré le jugement opposable au FGAO. Le conducteur, la société d'assurance du premier véhicule et le FGAO ont relevé appel de cette décision.

La cour d'appel juge que la nullité édictée par l'article L. 113-8 du code des assurances n'est pas opposable aux victimes d'un accident de la circulation ou à leurs ayants droit. Le fait que la victime



- soit à la fois preneur d'assurance, propriétaire du véhicule et passager lors de l'accident ne permet de l'exclure de sa qualité de tiers victime. Le contrat d'assurance est nul pour fausse déclaration intentionnelle et cette nullité est inopposable à la victime souscripteur de l'assurance.

La Haute cour suit le même raisonnement que les juges d'appel et déclare inopposable au preneur d'assurance, en sa qualité de tiers lésé la nullité du contrat d'assurance. Rappelant la position de la Cour de Justice de l'Union Européenne, elle précise que la fausse déclaration faite par l'assuré quant à l'identité du conducteur habituel du véhicule ne permet pas à la compagnie d'assurance de se prévaloir d'une clause contractuelle prévoyant la nullité du contrat pour opposer cette nullité au tiers victime, afin de s'exonérer de son obligation d'indemniser ce dernier du préjudice subi du fait d'un accident causé par le véhicule assuré. Cette exception tenant à l'abus de droit ne saurait trouver application dans la mesure où l'objectif de protection des victimes d'accidents poursuivi par la réglementation de l'Union était atteint dès lors que le passager du véhicule au moment de l'accident, sollicitait une indemnisation en sa qualité de tiers lésé.

● Crim.

23 sept. 2025,
n° 20-86.015

Auteur : Éditions Lefebvre Dalloz – Tous droits réservés.

BANQUE – CRÉDIT

Placements sur le Forex et options binaires : devoir de vigilance du prestataire de services de paiement

L'absence d'agrément et l'inscription sur la liste noire de l'Autorité des marchés financiers (AMF) des bénéficiaires des virements constituent des anomalies apparentes qui doivent alerter le prestataire de services de paiement en vertu de son obligation de vigilance.

Un particulier a été démarché par une société en vue d'investir des fonds en ligne sur le Forex et sur des options binaires. Il a ordonné des virements depuis son compte bancaire en France vers un compte ouvert par le prestataire de paiement anglais Worldpay dans les livres de la société Natwest. La société Worldpay a mis à disposition de la société néerlandaise Seroph le compte en cause via un contrat de services de paiement. L'intéressé n'ayant pu récupérer les fonds investis a assigné les sociétés Worldpay et Seroph en manquement à leur obligation de vigilance et en indemnisation de ses préjudices.

Sur le fondement de l'article 1382, devenu 1240 du code civil, les juges d'appel ont jugé que les sociétés défenderesses avaient manqué à leur obligation de vigilance. Les deux sociétés invoquaient, à l'appui de leur pourvoi, notamment leur obligation de non-ingérence dans les affaires de leur client, qui avait autorisé les opérations litigieuses dont il était en mesure d'évaluer les risques.

Pour rejeter le pourvoi, la Cour de cassation juge que la société Worldpay a manqué à son obligation de vigilance et l'a condamnée in solidum avec la société Seroph à réparer le préjudice. La société Worldpay ne pouvait ignorer que la société Seroph relevait des professions réglementées dont l'agrément était indispensable et que le fonctionnement de son compte présentait des virements au bénéfice de sociétés inscrites sur la liste noire de l'Autorité des marchés financiers. Dès lors, il s'agissait d'anomalies apparentes qui auraient dû alerter la société Worldpay.

● Com.

1^{er} oct. 2025,
n° 22-23.136

Auteur : Éditions Lefebvre Dalloz – Tous droits réservés.